

# Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement

## *Bulletin international sur l'intégration de la prévention de la violence armée et sa transformation en stratégies pour le développement*

Numéro 3, octobre 2008

**Introduction:** cette publication électronique a pour objectif de soutenir le processus de la Déclaration de Genève (DG) et d'encourager les activités des gouvernements, des organisations internationales et de la société civile pour faire le lien entre les programmes de développement et la prévention de la violence armée, et les stratégies de réduction de cette violence. La DG, aujourd'hui adoptée par 94 Etats de toutes les régions du monde, s'engage à traduire ses objectifs dans des actes concrets, fondés sur les trois piliers de son programme: "**Plaidoyer**", "**Mesurabilité et recherche**" et "**Etablissement de programmes**". (Pour de plus amples informations sur la *Déclaration de Genève* et ses activités, consultez le site [www.genevadeclaration.org](http://www.genevadeclaration.org))

**Dans ce numéro:**

- 1. Sommet de suivi de la DG, Genève, 11-12 septembre**
- 2. Fardeau mondial de la violence armée.**
- 3. BMS III des Nations Unies et questions « Violence armée et développement »**
- 4. Prochaine réunion régionale sur la DG pour l'Europe du Sud-Est et le Caucase**
- 5. Etablissement de programmes sur le terrain**
- 6. Eléments de bibliographie**
- 7. Pour plus d'informations**

**1. Sommet de suivi de la Déclaration de Genève, Genève, 12 septembre 2008.** De hauts représentants de 85 Etats signataires se sont rassemblés à Genève pour apprécier les progrès accomplis dans le cadre de la DG et réaffirmer leur engagement envers ses objectifs. Etaient présents les ministres des affaires étrangères et du développement ainsi que d'autres membres de gouvernements, des représentants de 16 organisations internationales et de 35 ONG de toutes les régions du monde. Kathleen Cravero, assistante de l'Administrateur et Directrice du Bureau du PNUD pour la prévention des crises et le relèvement, a ouvert le sommet par un discours clair et efficace. Elle a souligné le besoin de combiner des actions concrètes menées par les dirigeants nationaux et des programmes rationnels dépendant de partenariats solides et étendus. Suite à ce discours d'ouverture, Keith Krause, Directeur du Programme sur les Armes légères (Small Arms Survey - SAS), a communiqué les résultats d'une nouvelle étude du SAS évaluant « le Fardeau mondial de la violence armée » (voir la description ci-dessous). Au cours de cette journée bien chargée, des porte-paroles d'Etats ont qualifié la DG de cadre d'action, tandis qu'un large éventail d'intervenants de gouvernements et d'ONG ont décrit la façon dont la DG est concrètement mise en œuvre sur le terrain dans les six pays désignés de la Déclaration, à savoir : le Guatemala, le Burundi, la Jamaïque, le Kenya, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Timor Oriental. Le sommet a donné le sentiment très fort que le soutien politique en faveur du processus de la DG est de plus en plus appuyé dans les pays du nord comme du sud et que la mise en œuvre de programmes pratiques dans des situations diverses a également permis un gain d'expérience croissant.

Pour lire la déclaration finale du sommet de suivi, cliquez sur le lien suivant:

<http://www.genevadeclaration.org/pdfs/Geneva-Declaration-Review-Summit-Statement-final-12092008-FRENCH.pdf>

Le 11 septembre, la veille du sommet officiel, quelque 40 ONG se sont assemblées à Genève pour une journée de briefings et de consultations. Cette journée s'est achevée par une réunion publique qui a mis en lumière sept programmes à travers le monde illustrant parfaitement les facteurs-clés identifiés par le PNUD pendant le sommet, et essentiellement la description concrète du travail entrepris sur le terrain et le besoin crucial de coopération entre les gouvernements et la société civile. (Pour obtenir de plus amples informations sur les exposés des orateurs, veuillez contacter Adam Drury à [quno1@quno.ch](mailto:quno1@quno.ch))

**2. « Fardeau mondial de la violence armée. »** Comme mentionné dans le rapport sur le sommet de suivi, cette nouvelle étude menée par le Programme sur les Armes légères (SAS) est d'une grande richesse pour la compréhension de la nature de la violence armée à travers le monde et de ses impacts sur l'environnement.

Dans son condensé, le rapport conclut que « la violence armée fait peser une très lourde charge économique et humaine sur les personnes, les familles et les communautés. Plus de 740 000 personnes meurent chaque année de violences liées à des conflits armés et à la petite ou la grande criminalité. Une forte majorité d'entre elles (jusqu'à 490 000) sont tuées en dehors des zones de guerre. » Il souligne également qu'elle représente « la quatrième cause de décès pour les personnes âgées de 15 à 44 ans dans le monde. Dans plus d'une quarantaine de pays, elle figure parmi les dix premières causes de décès. » Ses effets se traduisent par des handicaps physiques et psychologiques, des blessures au cerveau et internes, des douleurs chroniques et de nombreux problèmes affectant la vie sexuelle et reproductive. D'une manière plus générale, elle « effiloche aussi le tissu social des communautés, sème la peur et l'insécurité, érode le capital humain et social et réduit l'investissement dans le développement et l'efficacité de l'aide. » Dans les pays affectés, elle « réduit le produit national brut de plus de 2 % par an ; et ses effets se prolongent des années après l'arrêt des combats. En termes de perte de productivité, la violence armée politique ou due à la petite ou grande criminalité (en dehors des conflits) présente un coût de 163 milliards de dollars par an dans le monde. »

Le rapport insiste sur le fait que la violence armée peut être prévenue. Ainsi, une surveillance accrue des tendances, une évaluation plus efficace des risques et des impacts liés à la violence et une évaluation de l'efficacité des stratégies d'intervention pour réduire celle-ci sont quelques-unes des solutions préconisées. « Investir dans la prévention et la réduction de la violence armée implique également de soutenir et de renforcer la capacité des acteurs publics et privés à concevoir, à exécuter et à assurer le suivi des interventions. » Les auteurs voient ce rapport comme une première étape, mais une étape critique « dans la réduction mesurable de l'impact mondial de la violence armée et dans l'amélioration tangible de la sécurité humaine dans le monde. » <http://www.genevadeclaration.org/pdfs/Global-Burden-of-Armed-Violence-Executive-Summary-French.pdf>

**3. Troisième Réunion biennale des Etats (BMS III) sur les armes légères, New York, 14-18 juillet 2008.** (Titre officiel : Troisième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, de combattre et d'éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects). Alors que l'ordre du jour officiel du BMS III s'orientait sur la discussion de trois points relativement non sujet à controverse sur le contrôle des armes

légères et de petit calibre, de nombreux Etats ont ouvert le débat en soulevant le problème de la réduction de la demande et de l'approvisionnement en armes.

Sur les 24 questions soulevées par les Etats et listées dans le rapport BMS sous « questions diverses », neuf revêtent une importance cruciale pour la mise en place de programmes contre la violence armée et pour le développement. Parmi elles : les « liens entre sécurité, violence armée et développement et droits de l'homme », l'offre et la demande ou encore les causes profondes du commerce illicite des armes légères. Les Etats ont mis plus précisément l'accent sur les besoins en termes de réformes dans le domaine de la sécurité et de la gouvernance, de police de proximité, d'équité entre les sexes, d'assistance aux victimes et de respect des besoins des enfants. Deux des nombreux autres discours ont illustré ces remarques en abordant des questions relatives à la mise en place de programmes sur la violence armée et le développement. L'un d'eux s'est penché sur les programmes de terrain concrets liés à la Déclaration de Genève elle-même. Dans le cadre de la DG, le Programme sur les Armes légères (SAS) a publié un nouveau *document de référence* sur la « Prévention et la réduction de la violence armée : un défi pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement » (document disponible sur le site de la DG, section *Resources*, en anglais). Tous les documents du BMS III peuvent être consultés sur <http://disarmament.un.org/cab/bms3/1BMS3Pages/1schedule%20of%20the%20side%20events.html>

**4. Prochaine réunion régionale sur la DG pour l'Europe de l'Est, du Sud-est et du Caucase, Sarajevo, 13-14 novembre 2008.** Comme les précédentes réunions régionales pour l'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Asie-Pacifique, cette réunion représentera une opportunité pour les Etats et la société civile d'approfondir davantage encore leur soutien envers la DG et de trouver des moyens adaptés aux conditions locales et régionales pour mettre en œuvre ses objectifs. Cette réunion sera organisée conjointement par les gouvernements de Bosnie-Herzégovine et de Suisse, en étroite collaboration avec le PNUD. Comme les précédentes, elle sera l'occasion d'interventions et de discussions à la fois sur les impacts spécifiques de la violence armée sur la région, mais aussi sur les programmes concrètement mis en place pour sa réduction. La réunion s'achèvera par l'adoption finale d'une déclaration régionale contre la violence armée et pour le développement. Pour obtenir plus d'informations sur les pays invités ou suggérer la participation d'ONG, veuillez contacter David Jackman à [djackman@rogers.com](mailto:djackman@rogers.com)

**5. Etablissement de programmes sur le terrain:** *voici quelques-uns des nombreux exemples de programmes "Violence armée et développement" qui illustrent les efforts faits pour réduire la violence armée par un travail axé sur le développement. Ces brèves descriptions offrent des idées d'initiatives que peuvent reprendre un gouvernement, la société civile et des organisations internationales.*

- **Le programme sous-régional sur les armes légères en Afrique de l'Ouest** était un projet-pilote organisé sur deux ans dans quatre pays ouest-africains (le Sénégal, la Guinée-Bissau, la Gambie et la Guinée Conakry). Ce projet a été conçu dans le but de contribuer à la réduction de la prolifération des armes légères dans une région où les armes et l'insécurité ont de nombreuses conséquences trans-frontalières. Ses résultats ont été : une sécurité améliorée, de nouvelles perspectives économiques dans les zones d'accueil, un gain d'expérience et une diversification des capacités qui permettront de mener à bien de futurs travaux sur les armes légères et le développement dans la région. Le projet a été mené à dessein en étroite collaboration avec des organisations partenaires régionales et nationales. Des ONG dont le travail s'oriente sur

le développement et les armes légères ont fait partie des partenaires au niveau national. Au niveau régional, divers acteurs ont prodigué leurs conseils et offert leur coopération : Interpol (maintien de l'ordre, sécurité); ECOWAS (économie et politique); et WAANSA (contrôle des armes légères). Après une première phase de conception avec les ONG nationales partenaires, le programme a été établi en quatre volets axés sur : le renforcement des capacités ; la sensibilisation ; la collecte d'armes et les projets de développement, ainsi que la surveillance (par le biais d'étude de législation comparée et de réunions régionales). L'accent a été particulièrement mis sur le dialogue et l'éducation au niveau local, tandis qu'il a été placé à l'échelle régionale sur la formation intensive et l'implémentation de programmes. Les partenaires internationaux initiaux, le CECI (Montréal, Canada) et Oxfam GB, cherchent des fonds pour mettre en place un programme de suivi sur la « Sécurité et le Développement » dans la région. Ce titre suggère la volonté de se diriger vers un contenu plus large et un travail plus participatif. Pour obtenir davantage d'informations, contactez Mohamed Couli-baly ([mocoulibaly@oxfam.org.uk](mailto:mocoulibaly@oxfam.org.uk)) ou Suzanne Dumouchel ([suzanned@ceci.ca](mailto:suzanned@ceci.ca))

• **Travailler avec des jeunes dans les zones tribales du Pakistan.** Ce programme est organisé par le Community Appraisal and Motivation Programme (CAMP), une ONG basée à Peshawar. CAMP travaille sur l'amélioration des indicateurs de développement dans les zones tribales sous-développées et isolées, fournissant ainsi l'espoir de pouvoir réduire la violence armée. Il se sert du développement comme tremplin pour œuvrer en faveur de la promotion et de la concrétisation de la paix dans ces zones. La première étape du travail a d'abord consisté à renforcer les capacités des ONG et des groupes de communautés à résoudre les conflits et à les transformer. Puis, une initiative a été créée dans le but de travailler avec des jeunes « à haut risque » qui, bien souvent sans emploi, sont la proie facile de recrutements par les groupes militants « Talibans ». CAMP mobilise les jeunes des zones tribales en constituant des groupes de jeunes, puis met en place une série de programmes de formation préliminaire dont les objectifs premiers sont de former leurs capacités à la gestion et au leadership. L'étape suivante consiste pour CAMP à se lancer dans la deuxième phase de son programme : former un « Jirga de jeunes pour la paix » afin d'engager les jeunes désœuvrés des zones tribales dans des activités de production. Pour de plus amples informations, contactez : Naveed Ahmad Shinwari, à [naveed@camp.org.pk](mailto:naveed@camp.org.pk) ou rendez-vous sur [www.camp.org.pk](http://www.camp.org.pk) (en anglais)

• **Construction de la paix trans-frontalière par les syndicats de travail en Irlande du Nord.** Le projet Moving On transmet aux représentants des syndicats les aptitudes, connaissances et attitudes nécessaires à un engagement plus efficace envers et pour leurs membres sur les questions de paix et de réconciliation, du maintien de bonnes relations sur le lieu de travail, de l'équité, de la diversité et de l'interdépendance. Moving On recrute et forme des représentants expérimentés qui deviendront des champions du changement au sein de leur syndicat et sur leur lieu de travail. Les objectifs-clés du projet englobent des thèmes relatifs à l'intégration, à l'égalité et à la réconciliation sur le lieu de travail, thèmes qui contribuent à de meilleures cultures de l'emploi et à une société plus stable et plus paisible en Irlande du Nord et dans les régions frontalières de l'Irlande. La construction de la paix et la coopération sur le lieu de travail et dans la communauté passent également par le tissage de partenariats trans-frontaliers significatifs et durables au sein des syndicats et entre eux, un autre objectif phare du projet. Ce projet est mené par City Bridges, une initiative syndicale qui s'attaque aux préjugés et à la discrimination dans la société et sur le lieu de travail. Pour obtenir plus d'informations, contactez [citybridges@utvinternet.com](mailto:citybridges@utvinternet.com) ou visitez [www.citybridges.org](http://www.citybridges.org) (en anglais)

• **ONS MENTOR-VIP, programme de mentorat mondial.** L'Organisation Mondiale de la Santé a lancé un programme mondial de mentorat pour aider les praticiens de la prévention des traumatismes et de la violence à partager et développer de nouvelles compétences. MENTOR-VIP est né grâce aux efforts de l'OMS et d'un réseau de spécialistes de la prévention des traumatismes dans le monde. Le mentorat consiste à développer des compétences en pratiquant l'échange entre une personne de compétence ou d'expérience supérieure et une autre personne souhaitant développer précisément ces compétences. Voir [www.who.int/violence\\_injury\\_prevention/capacitybuilding/mentor\\_vip](http://www.who.int/violence_injury_prevention/capacitybuilding/mentor_vip) (en anglais).

**6. Eléments de bibliographie:** *les publications présentées ci-après ont été sélectionnées à partir de différentes sources qui exposent divers aspects des activités liées aux questions de la violence armée et du développement.*

• **Lien entre développement et sécurité – le cas du Sierra Leone.** Cette conférence tenue à Londres le 8 mai 2008 a représenté l'une des rares occasions de rassembler les acteurs-clés engagés dans un programme de réforme du secteur de la sécurité (RSS) d'un pays, de porter des réflexions sur ce processus, de répondre aux questions et de partager des expériences avec l'auditoire formé par des membres du ministère ainsi que d'autres organisations. La discussion s'est portée sur des débats de fond, échos de processus RSS menés à travers le monde, tels que les questions de propriété locale, le besoin d'une approche englobante de la réforme, ainsi que les détails du travail accompli et de ses résultats, et les difficultés spécifiques au Sierra Leone. Vous pouvez lire un rapport détaillé sur la conférence sur <http://www.ssrnetwork.net/events/developmen.php#report> (en anglais)

• **La paix? Approches vers la construction de la paix:** Global Peacebuilders, un réseau international pour la résolution de conflits, la transformation de conflits et les initiatives pour la consolidation de la paix, présente un rapport sur les activités créées au niveau des communautés. Ces activités contribuent à une paix durable et créent pour les personnes et les groupes bâtisseurs de paix des opportunités pour renforcer leurs relations et l'échange de pratiques. Pour lire le rapport, rendez-vous sur: [http://www.humansecuritygateway.info/documents/GPB\\_peace-approachestopeacebuilding.pdf](http://www.humansecuritygateway.info/documents/GPB_peace-approachestopeacebuilding.pdf) (en anglais)

• **Projet Bilan en matière de sécurité humaine au Soudan (HSBA):** le bilan en matière de sécurité humaine au Soudan (HSBA) s'inscrit dans un programme de recherche de plusieurs années administré par le Small Arms Suvey, un projet de recherche indépendant intégré à l'Institut de hautes études internationales et du développement. Il a été mis au point en collaboration avec le gouvernement canadien, la MINUS, le PNUD et de nombreuses ONG partenaires. En produisant et diffusant activement des recherches empiriques ponctuelles, ce projet œuvre en faveur des initiatives de réduction de la violence, comme les programmes de désarmement, démobilisation et réinsertion, les projets d'encouragement de collectes d'armes civiles, de réforme de la sécurité ainsi que les interventions de maîtrise des armements à travers le Soudan. Le HSBA suggère également la mise en œuvre de politiques destinées à réduire l'insécurité. HSBA publie régulièrement ses résultats sous forme de documents d'informations et de documents de travail. Il publie également une série de documents et d'articles ponctuels. Ces publications sont disponibles en anglais, arabe et français (seulement pour la République centrafricaine et le Tchad). Pour de plus amples détails, consultez: <http://www.smallarmssurvey.org/files/portal/spotlight/sudan/sudan.html> (en anglais et en arabe)

- Voir aussi [www.genevadeclaration.org/resources.html](http://www.genevadeclaration.org/resources.html)

**7. Pour plus d'informations:** *souhaitez-vous faire part d'informations sur des activités en cours dans votre pays et signaler des publications qui traitent de l'interface entre la prévention et la réduction violence armée et le développement?*

Si vous connaissez des projets couronnés de succès, passés ou en cours, dont vous pensez qu'ils pourraient être utiles, partagez-les avec nos lecteurs. Envoyez toute suggestion ou adresse de sites internet utiles à QUNO, [quno1@quno.ch](mailto:quno1@quno.ch)

Veillez visiter le site <http://www.genevadeclaration.org/context.html> si vous souhaitez d'autres informations.

Pour prendre contact avec la rédaction au sujet du contenu de ce bulletin, envoyez un message électronique à [newsletter@genevadeclaration.org](mailto:newsletter@genevadeclaration.org)

**Les éditeurs:** ce bulletin est publié et distribué par le Bureau Quaker auprès des Nations Unies (QUNO) à Genève, afin de sensibiliser ses lecteurs aux questions et aux programmes liés au développement et à la violence armée et à accroître l'engagement en faveur du processus de la Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement.